

# L'APÔTRE DU COMPAGNONNAGE, AGRICOL PERDIGUIER (1805-1874), PERSONNAGE COMPLEXE ET CONTROVERSÉ

Comment ne pas évoquer ici, dans une sorte de préambule, l'attachante figure d'Agricol Perdiguier, alors que les différents articles de ce numéro s'articulent tous autour d'un thème, celui du travail, que la 49<sup>e</sup> journée d'études de la Fédération historique de Provence s'est tenue à Avignon et que nous sommes en 2005, année du bicentenaire de la naissance d'Avignonnais-la-Vertu ? Je vais donc tenter de le faire en quelques pages, de manière aussi simple que succincte.

Agricol Perdiguier naquit, le 3 décembre 1805 à Morières, petit bourg agricole inclus dans les limites de la commune d'Avignon, dont il ne s'est détaché qu'en 1871. C'est pourquoi, lorsqu'il fut considéré à Montpellier comme un compagnon fini, il reçut le surnom d'Avignonnais-la-Vertu et non de Moriérois-la-Vertu. Il porte au reste le prénom du saint patron de la ville. Sa famille n'est pas pauvre. Son père, habile menuisier, possédait terres et vignes qu'il exploitait. Lorsque le fils aîné, en 1809, tire à la conscription un mauvais numéro, il trouve les moyens de lui acheter un remplaçant pour 2500 F et non 3000 F, comme l'affirme faussement Agricol; somme néanmoins importante, correspondant à trois années de salaire d'un ouvrier de l'époque. L'enfant vit une jeunesse heureuse malgré des maîtres brutaux à l'école du village et le concours qu'il doit apporter à l'exploitation familiale, occasion pour lui de gagner quelques sous.

1815 marque une étape importante dans sa vie. Son père, ancien volontaire de 1792, qui est même parvenu au grade d'officier dans les armées révolutionnaires – signe d'un niveau d'instruction supérieur à la moyenne –, s'est rallié à Napoléon pendant les Cent-Jours. Il en paye durement le prix. Insulté, emprisonné, manquant périr, il est rançonné par les bandes de Nadau et de Pointu qui lui extorquent 2000 F. Quant à Agricol, les roya-

listes locaux lui imposent le port d'une cocarde blanche à son chapeau et le traitent de « bourgeois de terroriste de 1789 ».

Il devient menuisier à son corps défendant et travaille à Avignon chez divers patrons, réalisant des meubles pour la cathédrale des Doms, dont un chappier qui existe encore. En 1823, Perdiguier entre dans la société des Enfants de Salomon ou compagnons du Devoir de liberté, appelée encore Gavots, et entreprend bientôt son tour de France. Malgré treize heures d'atelier chaque jour, il se procure le moyen de se payer des leçons de dessin et de trait et de s'initier à la littérature en lisant des livres achetés chez les bouquinistes. Dès 1833, il s'installe définitivement à Paris, s'estimant maintenant trop savant et habile pour demeurer à Morières, où en outre des dissentiments de famille le poussent à fuir le sol natal. La capitale ne lui apporte pourtant pas le bonheur. Un mal d'yeux, une blessure à la jambe, une main qui enfle le réduisent à l'inaction dans une chambre sans feu. Il lui faut beaucoup de force d'âme pour combattre sous un ciel gris et bas l'image d'un pays enchanteur, où il pourrait vivre à l'aise, mener une existence presque bourgeoise. Retourner à Morières serait cependant avouer son échec. Des compagnons le sauvent en lui demandant des leçons de dessin. Lui qui a commencé à écrire dans un style très simple les sentiments de ses camarades de travail, mettant même ses paroles en musique grâce à des « timbres », compose un poème, *La rencontre de deux frères*, qui prêche la réconciliation, la concorde, la fraternité entre tous les compagnons, à quelque obéissance qu'ils se rattachent. Le succès rencontré par cet essai l'incite à publier en 1839 *Le livre du compagnonnage*, son œuvre maîtresse, où il soutient les mêmes idéaux de paix et de pardon. Il a trouvé sa voie, celle de pacificateur des compagnons. Au-delà d'une véritable Bible du compagnonnage, cette sorte de traité s'adresse à toute la classe ouvrière, lui enseigne des « mots d'humanité ». C'est une exhortation à regarder comme frères tous les ouvriers, tous les Français, « tous les hommes qui ne sont point indignes d'en porter le nom ». Toutefois, cette réussite indiscutable il la rencontre moins chez les membres des Sociétés compagnonniques, qui le traitent de traître, car il en a dévoilé certains secrets et rites initiatiques, qu'auprès des intellectuels. Le simple menuisier devient tout à coup célèbre. Louis Blanc, Chateaubriand, Béranger, Lamartine, La Mennais chantent ses louanges. En vérité, le Moriérois bénéficie d'un effet de mode. Des hommes du peuple envahissent la littérature autour des années 1840. Il devient de bon ton de recevoir dans les salons ces paysans du Danube, tels Magu, le tisserand de Lizy-sur-Ourcq, Lachambeaudie, le fabuliste périgourdin, le serrurier Gilland. Le Midi n'était pas en retard. Atteignent entre autres à une large notoriété Jean Reboul, le boulanger nîmois, Charles Poncy, le maçon de Toulon, Reine Garde, la couturière d'Aix, avec laquelle Lamartine ne craignit pas de s'entretenir avant son départ pour l'Orient.

Il faut citer George Sand au premier rang des écrivains qui encensent Perdiguier. Elle ne cessera de le soutenir et de lui apporter une aide matérielle. *Le livre du Compagnonnage* lui inspire *Le compagnon du Tour de France*, roman à succès, dont le héros, Pierre Huguenin, ressemble comme un frère à Perdiguier, qui révéla à la châtelaine de Nohant le monde ouvrier. Autre exemple de la vogue du menuisier parmi les hommes de lettres, son apparition dans le roman d'Eugène Sue, *Le juif errant*, sous les traits d'Agricol Baudoin. Le feuilletoniste restera son ami et plus tard le recevra dans son exil d'Annecy-le-Vieux. Dans *Calendal*, paru en 1866, Mistral, admirateur de Perdiguier, donne, lors de l'épisode du combat à la Sainte-Baume, la parole à la Vertu d'Avignon qui s'oppose à une lutte fratricide entre les compagnons. Pourtant, fervent disciple de l'abbé Grégoire, Perdiguier hait tous les patois, dont l'emploi, à ses yeux, élève un obstacle supplémentaire à une bonne compréhension entre les hommes et affiche un signe d'infériorité de classe. Leur utilisation heurte son jacobinisme intransigeant.

Sur le plan personnel 1838 voit le mariage d'Avignonnais-la-Vertu avec une Parisienne, ouvrière lingère, fille d'un charretier, donc d'une origine très modeste. Par cette union il s'ancre encore plus dans un prolétariat qu'il veut réformer. Le jeune ménage s'installe au faubourg Saint-Antoine, au fond d'une cour, dans une seule pièce, dont Gilland a fourni la description. Sur le même palier, il a aménagé une salle de dessin qui fonctionnait de huit à onze heures du soir, tandis que l'atelier se trouve dans les combles de l'immeuble, qualifié de sombre mesure.

Louis-Philippe, qui prend conscience de la popularité de Perdiguier, devenu une sorte de mentor du monde ouvrier et influent sur cette turbulente population, lui offre en 1841 la Légion d'honneur qu'il refuse. *Le Figaro*, dans son numéro du 1<sup>er</sup> avril 1875, explique ce geste de dédain par l'ascendant que commencent à exercer sur lui les Montagnards. En revanche, il pose sa candidature au prix Monthyon, patronné par Lamartine, et le rate, car il ne consent pas à rayer dans sa demande quelques passages inacceptables pour le roi. C'est l'époque où il attire à lui des utopistes comme Flora Tristan qui, en signant ses missives enflammées « votre sœur en humanité », cherche en vain à l'entraîner dans son système d'association ouvrière universelle.

Au lendemain de la révolution de 1848, la politique saisit Perdiguier qui militait jusqu'ici seulement pour une classe de la société. Désormais, son horizon s'élargit. *Le Républicain de Vaucluse* lance sa candidature à Avignon pour la Constituante. L'intéressé envoie une profession de foi assez plate, où il déclarait notamment que son cœur avait toujours été républicain, ce qui n'était guère original à un moment où tout le monde se disait républicain. Après sa cooptation par les quatre clubs démocrates d'Avignon, il ne vint pas

faire campagne sur place, demeurant dans la capitale, où, poussé par le journal *L'Atelier*, il postule également à un siège. S'il est élu à Paris au 29<sup>e</sup> rang sur les 34 représentants du peuple choisis, dans le Vaucluse il obtient la cinquième place sur les six à pourvoir. Contrairement à ses promesses, il se décide pour Paris, expliquant laborieusement à ses compatriotes qu'il estimait de son devoir d'opter pour la circonscription renfermant la plus forte masse de travailleurs, et considérant le vote des Vauclusiens comme un simple témoignage de sympathie. Dans cette assemblée ingouvernable de 900 membres, sans aucun contrepoids, le nouveau député s'assied sans hésiter à la Montagne et joint systématiquement sa voix à celles des républicains les plus avancés. Il s'en écarte en une unique occasion, lors de la discussion du projet du prolongement des travaux du chemin de fer de Paris à Lyon jusqu'à Avignon. Il plaide en sa faveur, tandis que l'extrême gauche manifeste son hostilité. Souffrant de laryngite, peu éloquent, il monte pourtant à la tribune, afin de défendre contre Dupin la limitation à dix heures de la durée de la journée de travail. La politique est un encens enivrant. Perdiguier y prend goût et se porte candidat toujours dans la capitale aux élections législatives du 13 mai 1849. Sa cote de popularité a baissé. Il passe de justesse, 27<sup>e</sup> sur 28 élus. Il se sent mal à l'aise dans une assemblée qui comprend maintenant deux tiers de conservateurs, critique ses amis « trop systématiques [qui] ont donné des armes à nos ennemis ». Il entreprend un tour de France à l'instigation de la Solidarité républicaine, société regroupant sous Delescluze les forces d'extrême gauche. Il parcourt ainsi le Vaucluse, s'entretenant dans chaque village, sous l'œil inquiet de la gendarmerie, avec les démocrates locaux, escalade à la fin septembre le Ventoux. A Avignon, sur les quais du Rhône, il embrasse son vieil ami, Claude Granier, le syndic des portefaix et ancien membre de la municipalité provisoire de 1848.

Survient le deux décembre. Membre déclaré de la Montagne, Perdiguier est arrêté chez lui, enfermé à Mazas, puis quelques jours à Sainte-Pélagie. Il figure sur la liste des 84 proscrits qui prennent la route de la Belgique. Il loge à Bruxelles avec Martin Nadaud, le maçon de la Creuse, coudoie Edgar Quinet, Madier de Montjau, Victor Hugo, Michel de Bourges, Victor Schoelcher. La police belge fixe bientôt sa résidence à Anvers. Victor Hugo, sacrifiant la vérité à son goût immodéré de l'antithèse, le décrit dans *l'Histoire d'un crime* revêtu à nouveau du tablier de cuir des menuisiers. À la vérité, il subsiste de quelques secours distribués aux exilés par le colonel Charras, car sa femme, qui exploite difficilement un garni d'ouvriers, ne peut lui venir en aide. Muni d'un viatique emprunté, il gagne Genève, au climat plus propice à ses poumons fragiles, y ouvre une école de dessin et écrit son chef-d'œuvre, les *Mémoires d'un compagnon*. Il sollicite de Napoléon III son retour en France et l'obtient grâce aux interventions de Bixio, de George Sand et de M<sup>me</sup> Geoffroy Saint-Hilaire. Il arrive à Paris, le 5 décembre 1855, et reprend sa place au foyer, 38, rue Traversière. Il ouvre une boutique de

librairie, spécialisée dans les brochures ouvrières. Son école de dessin ne rapporte guère et il adjoint à son hôtel garni, déplorablement géré par sa femme, un débit de vin.

Il a la satisfaction de tenir une sorte de salon politique, où il attire Jules Ferry, Pelletan, Edmond About, Gambetta, un jeune étudiant en droit, de Pertuis, Jean Saint-Martin, plus tard député d'extrême gauche de Vaucluse, puis boulangiste; heureux d'évoquer en leur compagnie cette république de 1848, qui revêt à ses yeux les couleurs de l'âge d'or. En 1870, il est bloqué dans Paris. Il n'approuve absolument pas la Commune, publie même un Appel aux Parisiens, pour les détourner de l'Hôtel de ville et les encourager à se rallier au gouvernement légal, celui de Thiers. Une fois de plus fidèle à ses idées, il recommande la conciliation.

Ses dernières années sont assombries par la gêne, les dettes, une situation précaire, la crainte de mourir à l'hôpital, lui fils de paysans aisés. Le 26 mars 1875, il succombe à une attaque de paralysie. Les obsèques religieuses se déroulent dans l'église des Quinze-Vingts. Son tombeau se trouve au cimetière du Père-Lachaise, stèle surmontée d'une ruche, symbole du travail, et entourée d'une grille ornée de motifs compagnonniques et maçonniques.

Après son décès le purgatoire ne dure guère. Perdiguier réapparaît en pleine lumière, quand on lui élève un monument à Avignon en 1904. À vrai dire, on se trouve en pleine séparation de l'Église et de l'État. Les radicaux et les socialistes, surtout la franc-maçonnerie – il n'a été pourtant qu'un membre très tiède et la loge *Le libre examen et les Hospitaliers de la Palestine* à l'Orient de Paris n'a pas recruté, en 1847, un membre assidu – s'approprient son souvenir. Les trois initiateurs de cet hommage avaient reçu la Lumière et on s'adressa pour sa statue à un autre franc-maçon, le sculpteur Jean-Pierre Gras qui bizarrement représente Perdiguier en forgeron. Bel exemple de récupération politique et de défense du ministère Combes. Donc, à cette occasion on fête uniquement le grand ancêtre, l'homme du peuple, le précurseur de l'éducation laïque, la victime du coup d'État, le pourfendeur de toutes les Églises. Les idées qu'on attribuait, notamment en matière religieuse, à ce disciple de Buchez étaient en fait beaucoup plus complexes, moins tranchées. On eût étonné les personnalités qui prirent ce jour-là la parole, en leur rappelant que Perdiguier penchait en faveur de la liberté de l'enseignement, lisait les Évangiles annotés par La Mennais et récitait le *benedicite* avant chaque repas.

En dépit de ses utopies, par exemple sa croyance dans un progrès illimité, de son échec final, puisqu'il n'est pas parvenu à unifier le compagnonnage, de sa conception décalée du monde ouvrier en un siècle qui voit le développement de la grande industrie et du machinisme, Agricol Perdiguier

force le respect et l'estime par la dignité de sa vie. Le suffrage universel a porté à la Chambre en 1848 d'autres ouvriers, Corbon, Martin Nadaud, mais ceux-là après l'éclipse du second Empire revinrent dans les assemblées, s'intègrent dans le système et finissent douillettement sénateurs inamovibles dans les velours et ors du Luxembourg. Perdiguier, tel Cincinnatus, est retourné plus pauvre qu'avant dans son débit de vin.

On me permettra de conclure par un trait personnel. Mon grand-oncle, Jules Maureau, élève de mathématiques dans un lycée parisien et qui souvent rendait visite à Perdiguier, rue Traversière, autour des années 1874-1875, eût voulu que l'on gravât sur le piédestal de sa statue, comme le personnifiant le mieux, ce verset de l'Évangile: « Bienheureux les pacifiques ».

Alain MAUREAU

#### Sources

Cet article est essentiellement tiré des ouvrages suivants :

Achille Rey, *Agricol Perdiguier, pacificateur du compagnonnage*, etc., 1904, plaquette de 22 p., ill. (impression de la conférence que l'auteur fit à Avignon et dans plusieurs villes de Vaucluse au bénéfice de la souscription ouverte pour l'érection d'une statue à Avignon). – Anfos Martin, *Agricol Perdiguier dit Avignonnais-la-Vertu, sa vie, son œuvre et ses écrits*, 1904, 296 p. Ouvrage très dithyrambique, avec des erreurs, certaines préméditées comme celle-ci: « Ses funérailles furent, suivant sa dernière volonté, purement civiles ». – Jean Briquet, *Agricol Perdiguier, compagnon du Tour de France et représentant du peuple, 1805-1875*, 1955, 469 p. Thèse de doctorat, c'est l'ouvrage définitif sur le personnage. – Du même, *Agricol Perdiguier, correspondance inédite avec George Sand et ses amis*, 1966, 150 p. D'un grand intérêt surtout pour la période 1848-1851. – Il va de soi que nous avons également puisé aux *Mémoires d'un compagnon* et au *Livre du compagnonnage*. Enfin, pour quelques détails nous nous sommes servi de nos deux articles: « Le contrat d'apprentissage de Pierre Perdiguier, père d'Avignonnais-la-Vertu », *L'accent*, 1969, n° spécial de la foire de printemps et « Le remplacement militaire de l'an VIII à 1814, d'après les registres de notaires d'Avignon, aspect juridique et social », *Revue de l'Institut Napoléon*, 1975, n° 131.